

Commune de Meyrin

page 1/5

Dans sa séance des 26 et 27 NOVEMBRE 2024, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes:

Délibération n°2024-20a

relative au budget de fonctionnement annuel 2025, au taux des centimes additionnels ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter

Le Conseil décide :

- 1. d'approuver le budget de fonctionnement 2025 pour un montant de CHF 161'212'189.- (dont à déduire les imputations internes de CHF 83'237.-, soit net CHF 161'128'952.-) aux charges et de CHF 159'726'113.- (dont à déduire les imputations internes de CHF 83'237.-, soit net CHF 159'642'876.-) aux revenus, l'excédent de charges présumé s'élevant à CHF -1'486'076.-, cet excédent de charges présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF -1'486'076.- et résultat extraordinaire de CHF 0.-.
- 2. de fixer le taux des centimes additionnels pour 2025 à 42 centimes,
- 3. de fixer le nombre des centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2025 à 100 centimes,
- 4. de fixer l'alimentation du Fonds d'art contemporain à CHF 540'155.- conformément à son règlement voté le 16 novembre 2021,
- 5. de fixer l'alimentation du Fonds pour l'énergie, le climat et la biodiversité à CHF 1'022'212.- conformément à son règlement voté le 16 novembre 2021,
- 6. d'autoriser le Conseil administratif à renouveler en 2025 les emprunts du même genre, qui viendront à échéance, et à procéder à toute conversion ou remboursement anticipé si les conditions d'émission lui paraissent favorables.

Art. 25, al 5 de la loi sur l'administration des communes – Seuls des procèsverbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 27 janvier 2025.

Meyrin, le 5 décembre 2024

Le président du Conseil municipal:



Commune de Meyrin

page 2/5

Dans sa séance des 26 et 27 NOVEMBRE 2024, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes:

Délibération n° 2024-21a

relative aux indemnités allouées en 2025 aux conseillers administratifs et conseillers municipaux

Le Conseil décide :

- 1. de fixer les indemnités allouées au Conseil administratif à CHF 596'415.-,
- 2. de fixer les indemnités allouées pour les séances du Conseil municipal à CHF 287'230.-,
- 3. de porter ces sommes sur les rubriques budgétaires 2025 suivantes :

012.300 Indemnités aux conseillers administratifs/maire et adjoints

011.300 Indemnités aux conseillers municipaux.

Délibération n° 2024-22a

relative à l'ouverture d'un crédit de <u>CHF 3'175'885.-</u> pour les travaux de gros entretiens et les acquisitions 2025 du patrimoine administratif et financier

Le Conseil décide :

- 1. de procéder aux travaux de gros entretiens et à l'acquisition des biens 2025 du patrimoine administratif et financier,
- 2. d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 3'175'885.- destiné à ces dépenses,
- 3. de comptabiliser la somme de CHF 3'120'885.- dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif,
- 4. d'amortir la dépense nette de CHF 3'120'885.- dès la première année d'utilisation du bien, estimée à 2026, de la manière suivante :

Art. 25, al 5 de la loi sur l'administration des communes – Seuls des procèsverbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 27 janvier 2025.

Meyrin, le 5 décembre 2024

Le président du Conseil municipal:



Commune de Meyrin

page 3/5

Dans sa séance des 26 et 27 NOVEMBRE 2024, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes:

<u>Délibération n° 2024-22a</u> (suite)

Entretien:

```
CHF 51'030.- rubrique 02.330 en 10 annuités, CHF 595.- rubrique 15.330 en 10 annuités, CHF 62'811.- rubrique 21.330 en 10 annuités, CHF 8'124.- rubrique 32.330 en 10 annuités, CHF 61'547.- rubrique 34.330 en 10 annuités, CHF 41'225.- rubrique 54.330 en 10 annuités, CHF 250.- rubrique 55.330 en 10 annuités, CHF 5'700.- rubrique 77.330 en 10 annuités,
```

Acquisitions (biens meubles):

```
CHF 31'208.- rubrique 02.330 en 8 annuités, CHF 875.- rubrique 11.330 en 8 annuités, CHF 506.- rubrique 15.330 en 8 annuités, CHF 30'973.- rubrique 21.330 en 8 annuités, CHF 24'756.- rubrique 34.330 en 8 annuités, CHF 2'766.- rubrique 54.330 en 8 annuités, CHF 6'250.- rubrique 61.330 en 8 annuités, CHF 2'500.- rubrique 73.330 en 8 annuités, CHF 675.- rubrique 77.330 en 8 annuités,
```

Système informatique:

CHF 1'000.- rubrique 34.330 en 4 annuités;

5. de comptabiliser la somme de CHF 55'000.- directement à l'actif du bilan de la Commune dans le patrimoine financier,

Art. 25, al 5 de la loi sur l'administration des communes – Seuls des procèsverbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 27 janvier 2025.

Meyrin, le 5 décembre 2024

Le président du Conseil municipal:



Commune de Meyrin

page 4/5

Dans sa séance des 26 et 27 NOVEMBRE 2024, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes:

<u>Délibération n° 2024-22a</u> (suite)

- 6. d'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 3'175'885.- afin de permettre l'exécution de ce crédit,
- 7. d'autoriser la vente ou le don des éléments obsolètes ou amortis,
- 8. de comptabiliser les recettes relatives aux ventes de ce matériel aux comptes de fonctionnement sous la rubrique 441.16 Gains provenant des ventes de biens meubles PF.

Délibération n° 2024-23a

relative à l'ouverture du crédit de <u>CHF 1'749'000.</u>- destiné au versement de la contribution annuelle au FIDU pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises

Le Conseil décide :

- 1. d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de <u>CHF 1'749'000.</u> pour le versement d'une contribution au Fonds intercommunal de développement urbain destiné au subventionnement des infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements,
- 2. de comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements (rubrique 0290.5620), puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif (sous la rubrique 0290.1462 "subventions d'investissements versées à des communes ou à des établissements qu'elles financent en commun"),
- 3. d'amortir cette dépense au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 0290.36602 dès 2026,

Art. 25, al 5 de la loi sur l'administration des communes – Seuls des procèsverbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 27 janvier 2025.

Meyrin, le 5 décembre 2024

Le président du Conseil municipal:



Commune de Meyrin

page 5/5

Dans sa séance des 26 et 27 NOVEMBRE 2024, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes:

Délibération n° 2024-23a

4. d'autoriser le Conseil administratif à emprunter jusqu'à concurrence du crédit brut mentionné au point n°1.

Résolution n° 2024-06*

présentée par MM. Francisco Sanchez (S) et Maurice Amato (Ve), Mme Schweizer (HP), M. Trippel (HP), M. Ferati (HP), Mme Edinger-Wrzosowski (LR), M. Deiana (DC-VL), M. Osmani (MCG), M. Nobs (UDC), au nom du Conseil municipal de Meyrin-Cointrin, demandant au Conseil administratif de recourir contre la décision de fermeture par la Poste des offices de Meyrin 2 Village et Aéroport Cointrin

Le Conseil décide :

- 1. de demander au Conseil administratif de s'opposer catégoriquement auprès de la Poste à sa décision de supprimer les Offices de poste de Meyrin 2 Village et de l'Aéroport de Cointrin,
- 2. d'appuyer le Conseil administratif pour recourir auprès de la Commission fédérale de la Poste (Postcom) contre la décision de fermeture des offices postaux de Meyrin 2 Village et de l'Aéroport de Cointrin,
- 3. de rechercher tous les partenariats avec des communes ou des institutions pour conjuguer les efforts communs,
- 4. demandant au Conseil administratif d'organiser une commission afin d'auditionner les représentants de la Poste.

* Ces points ne sont pas soumis au référendum

Art. 25, al 5 de la loi sur l'administration des communes – Seuls des procèsverbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 27 janvier 2025.

Meyrin, le 5 décembre 2024

Le président du Conseil municipal: